

Les conséquences du rejet du TCE

– juillet 2005 –

Aux camarades trotskistes

(14 juillet 2005)



www.ineditspourlenon.com

(ce texte fait partie de la page « [Et maintenant ?](#) », qui fait suite au « [Témoignage d'un revenu du Oui, suivi d'un inventaire de 19 arguments inédits](#) » et à la page « [Suites...](#) »)

SOMMAIRE

Introduction

1 – Sur le sens de la stratégie trotskiste (p.4)

2 – Une mystique paradoxale (p.6)

3 – Crédibilité historique du trotskisme (p.7)

4 – Internationalisme et anti-nationalisme (p.8)

5 – Digression sur l'antinationalisme français (p.10)

6 – L'actuelle nécessité du trotskisme en France (p.12)

Conclusion

Si je choisis de m'adresser aux militants trotskistes plutôt qu'à ceux du PCF qui m'ont prouvé assez d'ouverture pour accueillir favorablement ma contribution à la campagne référendaire en lui consacrant un article on ne peut plus bienveillant dans les colonnes de L'Humanité, c'est parce qu'à la réflexion, je ne vois guère que les premiers dont il me paraisse parfaitement cohérent de supposer que viennent les malentendus concernant le sens de mes commentaires (et auxquels j'ai déjà été répondre) sur le site Bellaciao (http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=16575) où a été mis en ligne l'abrégé de la présente page « Et maintenant ? » (que m'avait demandé Newropeans Magazine).

Il m'importe peu, désormais, qu'on cherche à me situer ou à m'enfermer à droite ou à gauche pour prévenir on ne sait trop quel danger. Ce qui m'intéresse est d'essayer de comprendre ce qui se passe, où il faut aller, pourquoi et comment. Je publie mes textes pour le cas où ils permettraient d'éclairer d'éventuels lecteurs, y compris d'une orientation opposée à celle qu'ils me prêtent. Et où ces lecteurs pourraient eux-mêmes, en retour, m'obliger à progresser dans une réflexion que je voudrais aussi ouverte que possible.

Il me semble que cette ouverture est en outre une condition sine qua non de la plus stricte conformité à la diversité des motivations qui ont porté à la victoire le Non au projet d'une Constitution européenne dont c'est d'abord l'enfermement dans une orientation économique et politique par trop déterminée qui s'est vu refusé. Dans cette perspective, l'apparent sectarisme du courant trotskiste peut d'abord présenter le danger d'un ferment de division (jusqu'en son propre sein) d'autant plus dommageable que ce courant constitue sans doute l'un des agents les plus actifs de l'opposition à l'actuelle déshumanisation du monde que l'on appelle « mondialisation ».

Mais d'un autre côté, l'ouverture, à son tour, n'a de sens qu'à proportion de la cohérence qu'elle est capable de donner à la diversité qu'elle assume. L'ouverture n'est pas non plus à tous vents, une pure indétermination, non moins paralysante que l'excès contraire. Et ici, la prétention à une quasi exhaustivité systématique de la rigueur du trotskisme représente un véritable défi à tout effort d'intégration dans un ensemble d'une rigueur et d'une cohérence encore supérieures parce que plus "englobantes".

Un tel effort est-il même seulement légitime et d'ailleurs souhaitable ? Et sinon, sur quel mode, néanmoins, assumer pleinement, donc sans vouloir l'absorber ni encore moins le dissoudre, non plus que s'y intégrer, ce que le trotskisme peut contenir à la fois d'irréductible et de fécond ?

Voilà le problème que je me pose et dont la solution me paraît devoir être en même temps très spécifique et pourtant d'un enjeu décisif pour le dynamisme d'ensemble de la puissance affirmative du Non.

1- Sur le sens de la stratégie trotskiste

L'intérêt de mon point de vue sur la question tient peut-être surtout à la trivialité, a priori, de mon rapport au trotskisme, une trivialité que je compte, naturellement, dépasser, que je dépasse d'ailleurs déjà en ce qu'elle n'exclut pas qu'il me fasse question : comment se peut-il, par exemple, qu'un Besançonot manifeste plus de sympathie à un Dominique Strauss-Kahn (cf. sur France 2 l'émission «Débats croisés» du 25 mai) qu'à un Laurent Fabius indiquant une claire inflexion à gauche de son action politique et un clair engagement à la revalorisation du secteur public, explicitement opposée à la dissolution que prône Dominique Strauss-Kahn du service public en « missions de service public » offertes à la concurrence d'entreprises privées? Et comment se peut-il que des trotskistes (si je les ai bien identifiés) m'accusent de travailler contre la « gauche » (au service d'une droite que je n'aurais que fausement « trahie »), quand je critique l'actuelle direction du PS, et de s'être prononcée pour le Oui à la constitution (bien avant le référendum interne), et de s'obstiner (après le référendum national) à discréditer le Non et à en neutraliser les effets ?

Il y a là, pour moi, une première énigme que je voudrais tenter de déchiffrer, en pleine conscience de l'énorme disparité que l'on peut m'objecter entre mon expérience de la vie politique et celle des militants du trotskisme pour lequel, qu'on le croie ou non, j'éprouve un authentique respect –comme pour tout ce qui, dans l'ordre de la réflexion et de la volonté, vient de loin et porte, en cela du moins, la marque de la fidélité, la vraie : non pas celle qui s'enkystrerait dans le passé, mais ne plonge en lui ses racines que pour y puiser la vitalité d'une puissance d'avenir.

C'est pourquoi, sans en attendre nécessairement de réponse, j'aimerais que ceux à qui je m'adresse admettent que, même sous forme affirmative, je reste, à leur égard, avant tout très interrogatif sur le fond.

Tout d'abord, est-ce que je me trompe si je comprends que la stratégie générale est la suivante : ce que nous voulons, c'est une transformation de la société si radicale que, même au profit de quelque avancée que ce soit dans notre sens, nous n'avons rien à perdre, et au contraire tout à gagner, à refuser le moindre compromis avec les forces inertielles de son mouvement présent puisque, de deux choses l'une, ou bien notre propre force, ajoutée à celles qui animent, de l'intérieur, l'autocontradiction de ce mouvement, suffira au moins à le freiner, sinon à l'infléchir plus ou moins décisivement (c'est ce qui se sera produit avec le rejet de la Constitution), ou bien elle n'y suffira pas (c'est ce qui risque fort de se produire, lorsqu'il s'agit maintenant d'infléchir dans notre sens la direction du mouvement que permet ce rejet) et alors, non seulement l'effort que nous aurons déployé à communiquer notre impulsion dans toute l'intégrité de son orientation aura déjà pu nous gagner une part d'adhésion, mais en outre, l'inefficacité pratique résultant des divisions que nous aurons provoquées dans les forces affirmatives, cette fois, qui se seront dégagées de la situation nouvelle, en nous en démarquant avec le plus d'intransigeance, devra conduire à une frustration à laquelle nous finirons bien, à la faveur de la progression idéologique réalisée entre-temps, par apparaître seuls capables de proposer la véritable issue ?

Je ne vois qu'une différence, dans la seconde branche de cette alternative – mais elle est de taille ! – avec la stratégie du PS exposée dans mes arguments 17, 18 et 19, c'est qu'au lieu de préférer, comme le PS, perdre son identité plutôt que le pouvoir, on préfère être contredit plutôt que de se contredire soi-même. Ce sera donc au PS que l'on réservera l'estompe d'une « gauche » sur le flou de laquelle on espère gagner du terrain et qu'il faut donc d'autant plus ménager qu'on la sent plus faible et même protéger (comme on le fait sur le site [Bellaciao](#)) contre de pseudo traîtres à la « droite » (du style de ce « Thibaud de La Hosseraye ») auxquels on préfère encore d'incontestables traîtres à la gauche qui continuent, au moins, de se revendiquer «de gauche ».

Sauf, bien sûr, si, comme Laurent Fabius, ils prétendent rassembler la gauche en un vaste mouvement où serait appelée à se dissoudre la pureté du message à communiquer dans le cadre privilégié d'une campagne présidentielle. Dominique

Strauss-Kahn, voilà quelqu'un avec qui on peut dialoguer sans risque de confusion. Mais plus il y a de ressemblance, plus il y a de semblance : gardons-nous de qui nous ressemble ! Et à proportion où il est plus gros que nous : plus il nous sera similaire, plus rapidement il nous assimilera, c'est newtonien ! Donc : DSK...

2- Une mystique paradoxale

Encore une fois, je ne voudrais pas que l'on s'y trompe : mon effort n'est que de me rendre intelligibles et cohérents les paradoxes que je vois dans le comportement politique des trotskistes. Chacun pourra mesurer, en fonction de son degré de connaissance de cette question, celui de mon ignorance ou de ma stupidité : il n'y a en tout cas, de ma part, aucune prétention ni aucun mépris.

La stratégie que je viens de décrire s'apparente pour moi, dans sa radicalité, à la logique du pari de Pascal : nous n'avons rien à perdre, dit Pascal, à parier notre vie que Dieu existe, car soit il n'existe pas, et alors notre vie n'a aucun sens (et elle est de toute façon perdue), soit il existe, et alors nous pouvons gagner l'infini de la vraie vie en pariant juste. Et Simone Weil (qui semble avoir été un moment assez proche de Trotsky –je parle, bien sûr, de Weil, et non pas Veil) ajoute que, quand bien même Dieu n'existerait pas, nous aurions aussi gagné d'être dans la vérité, car nous aurions « laissé des biens illusoires, qui existent, mais qui ne sont pas des biens, pour une chose qui (dans cette supposition) n'existe pas, mais qui, si elle existait, serait encore l'unique bien... ». Nous nous serions trompés sur la réalité de ce qui existe, mais non pas sur la vérité de ce qu'est vraiment le bien, c'est-à-dire de ce qui vaut qu'on le préfère à tout : au moins, nous ne nous serions pas trompés de bien.

Evidemment que, pour les trotskistes, ce qui vaut qu'on le préfère à tout, ce n'est pas Dieu et surtout pas, comme pour Pascal (mais non pour Weil), une infinité de vie bienheureuse. Je dirais que c'est une certaine possibilité de l'humain, et non moins hétérogène à sa réalité présente que le vrai bien, selon Weil, est incommensurable à tous ceux dont nous sommes actuellement capables de jouir.

Je suggère cette analogie (qui ne plaira peut-être pas) pour tenter de mettre en lumière l'espèce de curieuse puissance mystique de ce que je crois qu'on peut appeler le « pari trotskiste », en étant bien conscient qu'une part essentielle de sa fascination tient aussi à ce que cette mystique refuse pour autant de rien négliger du réel auquel elle se plaque, mais pour le transformer, c'est-à-dire le conformer à sa vérité sans jamais accepter de conformer cette vérité elle-même à la réalité.

Maintenant, et précisément sur ce dernier point, j'imagine qu'un trotskiste pourrait me dire que tout ce délire interprétatif, à ses yeux sans doute plus ou moins esthétisant, relève, de toute évidence, d'un point de vue qui reste extérieur à l'objet qu'il se donne parce qu'il préfère laisser entre parenthèses l'essentiel, c'est-à-dire la question de la pertinence actuelle de l'orientation politique en même temps que de l'analyse historique héritée de Trotsky.

Et il aurait tout à fait raison, à la réserve près que ce choix est purement méthodologique. C'est à dessein que j'aborde le phénomène du trotskisme de l'extérieur (où en effet je me situe, en tout cas jusqu'à présent), à savoir comme un objet étrange auquel je ne peux m'ouvrir un accès sans avoir à surmonter quelques préventions : à quoi je me suis employé dans ce qui précède –où il ne faut voir qu'un chemin. Mon chemin.

Dans le sens de l'analogie que je viens de développer avec Pascal, son pari n'est lui-même qu'une introduction à la possibilité d'une conversion authentique et il ne manque pas non plus de « chrétiens » (peut-être d'ailleurs pas si chrétiens ou du moins si bons lecteurs qu'ils se le figurent) pour se scandaliser de ce qu'on espère jamais approcher de la foi en suivant un tel chemin qui ne serait, d'après eux, qu'un simple calcul d'intérêt (si bien compris soit-il).

A ceci près qu'ici, ce n'est pas l'intérêt individuel qui serait au service de la mystique, mais une certaine mystique au service de l'intérêt universel.

3- Crédibilité historique du trotskisme

J'en viens donc au fond (là, du moins, jusqu'où je suis capable d'aller, c'est-à-dire sans doute pas très loin...). Pour commencer, contrairement à l'opinion dominante, je n'estime pas du tout le marxisme périmé. Surtout pas celui dont se réclament les trotskistes.

Je vois deux mauvaises raisons à soutenir sa péremption, et qui d'ailleurs se contredisent : l'échec du « communisme réel » en URSS et l'infirmité historique des conditions que Marx avait prévues de son avènement, dans quelque pays que ce fût. La première prétend réfuter la viabilité de l'idéal communiste ; la seconde, la pertinence de l'analyse historique aussi bien qu'économique sur laquelle il se fonderait.

Pour ce qui est de l'échec du « communisme réel », il est vrai que c'est typiquement une tentation idéologique de conclure, lorsqu'une expérience contredit la théorie, que ce n'est pas la théorie qui est fautive, mais l'expérience. Il n'en reste pas moins que le cas peut en effet se présenter.

Or il se trouve que Trotsky n'a justement pas attendu l'échec de l'expérience russe (loin s'en faut) pour être le premier à en dénoncer le plus vigoureusement (tout en lui conservant jusqu'au bout son soutien) l'inadéquation radicale à l'idéal du communisme et ceci, même en tant que simple étape de son accomplissement. Ce qui est vraiment idéologique ou médiocrement polémique, c'est de s'appuyer sur l'amalgame, si longtemps maintenu par un PCF suicidaire, entre stalinisme et communisme pour inférer, de l'impasse du premier, celle du second. Et l'on conçoit que les trotskistes soient bien loin de pouvoir se laisser impressionner par autant de mauvaise foi.

Quant à la pertinence des prévisions de Marx concernant les conditions économiques et sociales aussi bien que le moment et le lieu le plus probables de l'avènement du communisme, il y aurait beaucoup à en dire ; mais il faut d'abord observer que, si elles ne correspondent pas au processus réel de la Révolution russe, il serait plus logique d'en tirer argument pour soutenir que le « communisme » qui s'en est suivi n'était pas authentiquement marxiste plutôt que pour accuser Marx à la fois d'avoir conduit à une catastrophe...et de n'en avoir pas trouvé le chemin.

Surtout, je m'étonne qu'on ne prenne pas davantage en compte cet argument de bon sens élémentaire que s'il y avait un facteur, pourtant déterminant, dont Marx ne pouvait pas, par définition, apprécier l'exacte portée pour l'évolution des sociétés qu'il analysait, c'était précisément l'impact sur elles, sur les intellectuels, sur le mouvement ouvrier, donc aussi sur le patronat, de sa propre théorie, de ses analyses et de ses concepts. Ce que Marx n'a sans doute pas prévu, en effet, c'est d'abord le marxisme et les différentes formes qu'il serait conduit à prendre selon l'adaptabilité des sociétés à sa propre impulsion.

Et là encore, on ne peut qu'admirer la remarquable célérité avec laquelle Trotsky a éprouvé le besoin de combler cette lacune en s'efforçant de théoriser les exigences qu'imposaient à l'expérience russe les conditions paradoxales d'émergence de sa situation révolutionnaire.

En particulier, même si ce n'est pas le dernier état de sa pensée (mais chez lui, les strates successives où elle se développe sont susceptibles d'une hiérarchisation qui ne les neutralise pas dans l'espèce de fouillis mental auquel on voudrait parfois la réduire), il est notoire qu'il a également été le premier à défendre, pour cette raison, la nécessité, vitale à ses yeux, d'étendre le mouvement révolutionnaire, de la Russie à l'ensemble de l'Europe. Il est en cela l'un des initiateurs, avec Jaurès, d'un « socialisme » à l'échelle européenne, lequel n'a vraiment rien de commun avec l'actuelle fameuse « gauche européenne » qui en usurpe honteusement le nom.

Mais c'est ici que je voudrais pouvoir entrer dans un dialogue, cette fois un peu plus intime, avec les militants trotskistes français dont je précise que je ne sais rien autrement que par la voie très extérieure et superficielle des médias, ce qui implique, de mes destinataires, un minimum d'indulgence à mon égard.

4- Internationalisme et anti-nationalisme

Si je me permets de résumer grossièrement ce que j'ai compris du raisonnement de Trotsky sur la nécessité, pour la Russie de son temps, d'une extension de la Révolution à l'Europe entière, c'est, pour l'essentiel qu'il en attendait une compensation du retard du développement aussi bien culturel qu'infrastructuel de l'industrialisation de la Russie relativement au reste de l'Europe, afin d'y surmonter les tendances réactionnaires d'une paysannerie de culture encore féodale.

Or autant ce raisonnement pouvait paraître s'imposer dans la Russie de Trotsky, autant il me semblerait dangereux de vouloir le transposer à la France d'aujourd'hui, fût-ce au prix de quelque aménagement que ce soit.

Attendre d'un passage à la dimension européenne des conditions plus favorables à une pratique révolutionnaire ou, pour les « réformistes », à la satisfaction d'une certain nombre de réquisits sociaux, tels qu'en particulier, l'organisation de services publics analogues aux nôtres (que nous serions, naturellement, désormais incapables d'assumer à la seule échelle de la France !), voilà très exactement ce qui nous a conduits (et sans doute plus que jamais sous l'ex rouge-rose-palissant Lionel Jospin) à une régression politique, idéologique et structurelle, à mes yeux sans précédent, à quoi la réduction du temps de travail n'aurait pu apporter un correctif économique que si elle n'avait pas été elle-même sabotée par l'incurie générale du pseudo volontarisme formel qui a présidé à sa gestion.

Il me paraît vital au contraire, et pour l'Europe et pour nous, de prendre conscience que l'Europe a davantage à espérer de nous que nous de l'Europe. Et qu'en attendant qu'elle existe vraiment, il est simplement suicidaire, à tous égards, de nous sacrifier sur l'autel de son fantôme, dans l'espoir d'aucun exaucement de notre appel à la justice et à l'égalité.

Je vois là une tentation commune, quoique pour des raisons diverses (et dont la diversité suffit malheureusement à créer l'illusion d'une démarcation mutuelle de ses divers courants) à toute la gauche française : implicitement ou non, elle fonde son internationalisme, sans doute par défaut, sur un anti-nationalisme aussi « primaire et viscéral » que l'anti-communisme dont se nourrit l'idéologie libérale, non moins elle-même, d'ailleurs, opposée, en tout cas en France (ni en Angleterre ni aux Etats-Unis !), à toute forme de nationalisme : on peut le vérifier dans la parfaite (!) synthèse du social-libéralisme.

Quitte à compliquer mon propos et à le retarder, je me sens obligé, ici, de dissiper immédiatement un malentendu : quand je m'en prends à cet anti-nationalisme proprement (sinon exclusivement) français, je ne suis pas en train de m'employer à réhabiliter je ne sais quel nationalisme d'inspiration plus ou moins maurassienne et de tendance plus ou moins xénophobe, voire lepéniste.

Le suffixe que le « nationalisme » ajoute, sous toutes ses formes, à la simple reconnaissance du fait « national » signifie une volonté de l'élever au statut de principe normatif auquel devrait se subordonner toute action politique, dans la seule perspective de l'accroissement de la sphère d'influence de la Nation, quelles que soient, par ailleurs, l'orientation qu'elle se donne ou les particularités qui la déterminent.

Etendu à l'échelle internationale, Mitterrand avait raison de dire, en ce sens, que « le nationalisme, c'est la guerre ». En ce sens, je suis moi-même anti-nationaliste.

Il faut seulement prendre garde que, lorsqu'on parle d'anti-nationalisme, il y a deux façons de l'entendre selon que le suffixe (le fameux « -isme ») porte exclusivement sur le « national » de l'anti-nationalisme (c'est le sens dans lequel je suis anti-nationaliste) ou plutôt sur l'« anti- » que sur le « national » (tout comme dans l'internationalisme, ce n'est évidemment pas le national que l'on cherche à promouvoir, mais bien l'inter- de l'international).

Dans le second sens, l'antinationalisme est pour moi un principe destructeur, purement négatif, qui ne cesse de s'alimenter à la thèse dont il n'est que l'antithèse (comme le Oui de gauche s'alimentait du Non lepéniste) et, en définitive, contradictoire à l'internationalisme qui ne peut dépasser la réalité de la Nation qu'à la condition de

l'assumer pleinement et en tout cas mieux (plus conséquemment) que n'en est capable la restrictivité du nationalisme.

Et ce que je viens de préciser, à titre de principe général, s'applique a fortiori dans le cas particulier de la France qui se trouve être, à mes yeux, la Nation d'Europe idéologiquement et structurellement la moins éloignée d'un idéal communiste, situation qui l'expose, plus que toute autre aujourd'hui, au danger d'avoir plus à perdre qu'à gagner, en même temps qu'elle lui impose une exigence de démonstrativité sans égale dans le reste du monde et pour laquelle il est urgent et décisif que se mobilise tout ce qu'elle peut contenir de forces vives, soit dit sans présomption de la meilleure stratégie à suivre en fonction des perspectives de chacun, pourvu que soient aussi prises en compte les nécessités du (très) court et du moyen termes.

Avant d'en venir à ce point, je voudrais clore mes observations concernant l'antinationalisme français sur un dernier soupçon.

5- Digression sur l'antinationalisme français

Nous avons eu les oreilles rebattues (et ce n'est pas fini !) de l'accusation d'une prétendue « arrogance » française chaque fois que nous avons entrepris de défendre l'exigence du projet social qui caractérise la France, et en particulier (j'en parle d'expérience) de la part des tenants du Oui de « gauche » (cf., par exemple, ma réponse à l'équipe DSK en page « [Suites](#) », II). Au-delà des évidentes manœuvres de décrédibilisation du Non, ce que je trouve suspect, c'est moins cette assimilation scandaleuse d'un minimum d'exigence à un maximum d'arrogance que la propension manifestement complaisante à mettre ici l'arrogance au passif de l'image du Français dans le monde (à laquelle serait prioritaire de substituer celle d'un « profil bas »).

Et j'en viens à me demander si, du social-libéralisme (de plus en plus avoué) au libéralisme-social, ou anti-social (là n'est pas, en l'occurrence, la question), ce qui gouverne alternativement la France, au moins depuis Giscard (avec peut-être une interruption mitterrandienne, hors cohabitation), ce n'est pas une pathologique aversion de soi dont il serait salutaire de chercher l'origine.

Mon hypothèse est qu'elle est double, et à deux différents degrés de profondeur, ou qu'elle fonctionne comme un système à double détente –et je pense qu'une analyse détaillée des suffrages du 29 mai le confirmerait.

C'est paradoxal, mais d'autant plus sensible, pour quelqu'un de ma génération : les Français n'ont toujours pas fini de « digérer » la collaboration, plus précisément (car là se situe le véritable nœud du problème) l'épreuve de la complicité d'une part de leurs élites (et en particulier nationalistes) avec le « national-socialisme » allemand. Et cette épreuve "passe" d'autant moins qu'ils se sont vus eux-mêmes, une génération après, confrontés, lors de la guerre d'Algérie, à une situation analogue, à l'égard des Algériens, à celle des Allemands à leur égard.

Certes lointainement analogue, mais suffisamment pour transgresser leur seuil de tolérance à la culpabilité d'avoir pu se laisser assimiler aux Allemands dans la collaboration.

Il faut rappeler, sur ce sujet, l'importance décisive de la figure de de Gaulle : que ce soit le même qui, tout au long de la seconde guerre mondiale, ait assuré la seule continuité légitime de l'Etat français dont l'un des fondements de droit depuis 1789 (article 2 de la Déclaration du 26 août) est « la résistance à l'oppression » et qui ait mis fin à la guerre d'Algérie en portant jusqu'à son terme le processus de la décolonisation.

Lui seul jouissait, dans cette mesure, de la crédibilité nécessaire à une authentique réconciliation franco-allemande sur l'impulsion de laquelle pourrait se développer, à un degré d'efficacité suffisante, avec lui, sans lui ou contre lui, la dynamique de la construction européenne.

Mais l'issue gaulliste est restée affectée de deux vices fondamentaux, touchant respectivement aux deux sources de l'actuelle aversion de soi des Français, et qui sont deux mises entre parenthèses ou, pour parler le langage de la psychanalyse, deux formes de refoulement que j'énoncerai par ordre de gravité croissante : le problème des harkis, avec les conséquences que l'on sait, et en France et en Algérie (et qui ont de quoi, en effet, alimenter une véritable dépression nationale en accréditant, cette fois, une analogie, même la plus frauduleuse, avec le drame de l'épuration de l'après-guerre) et surtout, terrible non-dit, non dit et, si j'ai bien lu, de sa plume, non écrit, le problème de l'antisémitisme nazi et, principalement pour nous, collaborationniste.

Or ce qui peut justifier à mes yeux ce silence n'en est pas moins, par malheur, aussi ce qui donne l'exacte mesure de toute sa gravité. Je pense que de Gaulle a très résolument (et peut-être plus résolument même que consciemment) pris le parti qui devait lui paraître d'emblée le plus opposé à la discrimination par l'étoile jaune, à savoir le pur et simple déni d'aucune identité juive hors d'un peuple juif, dans le cadre de sa Nation et surtout au-delà d'aucune disposition naturelle à la victimisation, d'où le fameux qualificatif de peuple « dominateur » qui a beaucoup choqué, mais qui me semble ici symptomatique de l'intention « performative » du verbe gaullien.

Le problème est que l'identité juive est, dans sa propre capacité singulière à l'universel, à ce point historiquement constitutive de la spécificité de l'identité française (autant que le judaïsme peut l'être du christianisme) qu'un tel impossible déni, allant jusqu'à frapper longtemps d'interdit le seul terme de « Juif », imprononçable sous peine d'être soupçonné de racisme, ne pouvait pas ne pas se retourner, à terme, en une forme d'auto-dénégation française, du peuple français par lui-même, battant sa coulpe d'une arrogance (d'être simplement soi) dont l'accusation s'apparente bien étrangement à celle de l'esprit « dominateur » du peuple juif...

6- L'actuelle nécessité du trotskisme en France

Reste que, par la force des choses, de la vie, des générations montantes, celle de la parole aussi, on en sort, on est en train d'en sortir. On en sort, parce qu'on en parle. On commence tout juste à pouvoir, sans y penser, dire de quelqu'un qu'il est Juif. Sans honte. Ni pour soi ni pour lui.

Et voter Non le 29 mai.

Et renvoyer à Cambronne tous les soixante-huitards mal vieillissants qui nous voudraient bien lepénistes parce qu'ils n'ont décidément plus que Le Pen de qui se démarquer, n'osant pas renier trop fort leurs juvéniles effervescences.

La voilà, la vraie « France moisie », celle qui n'a cessé de se donner le sociétal pour alibi de ses renoncements au social, celle qui se plait encore à croire qu'il suffit de choquer le bourgeois « trado » pour être subversif et de cracher sur tout ce qui remonte à plus d'un demi-siècle pour courir dans le vent de la modernité.

Or il y a plus d'un demi-siècle en effet que, dans la conscience de la responsabilité publique du plus d'égalité possible entre tous les citoyens, la collectivité nationale s'est approprié, en France, une certaine part de moyens de production et de biens de consommation dont il ne faut pas se dissimuler que c'est déjà le travail d'une « révolution permanente » que d'assurer, non seulement la préservation ou le recouvrement de la propriété commune, mais son extension à tous les domaines où il dépend de la même responsabilité (celle de tous) que puissent réellement s'exercer les différentes libertés dont la compatibilité constitue la raison d'être et la finalité de toute association politique : en dernière instance la possibilité de vivre humainement, dans toutes les dimensions de l'humain.

Tel est, pour moi, le principe –sur lequel je ne vois pas pourquoi une vraie gauche ne pourrait pas trouver, à moyen terme, une cohérence qui la laisserait libre de la divergence de ses différents courants sur le long terme, en un rassemblement incluant jusqu'aux Oui de gauche sincèrement convaincus (même si je ne comprends toujours pas comment) que le TCE aurait constitué la condition d'un progrès vers une Europe sociale.

Mais encore une fois, la considération du moyen et (encore moins) du long terme ne doit pas nous être un prétexte à nous dérober aux exigences que nous impose l'urgence de notre situation présente.

Je veux dire en particulier par là que, même si nous avons à mener le combat sur les deux fronts, en Europe et en France, et même si nous ne le menons en France que dans la perspective de l'Europe, et finalement du monde, ce serait, encore une fois, une erreur désastreuse de nous focaliser sur le seul horizon de l'Europe, dans une fuite en avant de la responsabilité qui nous incombe spécifiquement : celle de prouver à l'Europe la viabilité du projet social français jusqu'à en faire un pôle d'attraction pour l'ensemble des Nations européennes.

En ce sens, il me semble que le trotskisme doit jouer en France un rôle analogue à celui de la France en Europe : il doit tirer la France à gauche, comme la France doit tirer l'Europe vers l'exigence de son projet social.

Encore faut-il, pour qu'une corde tire, qu'elle ne casse pas, ce qui n'interdit nullement l'opportunité, quand on ne peut pas faire autrement, de relâcher d'un coup la traction pour déséquilibrer l'adversaire, comme ce fut le cas le 29 mai. Mais on voit sur cet exemple combien une telle stratégie de rupture se laisse facilement assimiler à une forme de défaitisme. Pas plus que le refus de l'idéalisation de la Nation ne saurait se réduire au déni de la réalité nationale (auquel, au contraire, il s'oppose), pas davantage le refus d'ériger la concurrence en principe normatif prioritaire ne doit nous aveugler sur la situation de concurrence réelle dans laquelle nous avons à défendre et à étendre les acquis du projet social français.

Ce que j'ai refusé, entre autres, dans le TCE, c'est même précisément qu'il visait à fausser la concurrentialité de ce projet social en définissant comme facteur essentiel de falsification de la concurrence toute assistance de l'Etat aux entreprises qui s'y

trouveraient exposées, donc a fortiori toute planification –« à la soviétique » ainsi que se plaisait à la stigmatiser le [blog de l'équipe DSK](#) (comme l'extrémisme symétrique de la xénophobie lepéniste).

Or admettre une telle interprétation de ce qui est supposé « fausser » la concurrence me paraît relever d'une démission idéologique, et même simplement logique, de la dernière absurdité.

Je ne vois pas, moi, au nom de quoi une collectivité nationale qui accepterait de sacrifier une part de sa richesse à la préservation d'un secteur d'activité, même privée, qu'elle estimerait vitale pour son propre équilibre économique devrait s'en trouver disqualifiée dans le jeu de la concurrence internationale.

Je ne vois que trop, en revanche, le sens dans lequel cette volonté déclarée de déconnecter l'économie du politique peut s'appuyer sur l'antinationalisme pour ne laisser place qu'au libre jeu de multinationales, au mieux indifférentes aux exigences de la longue durée qui caractérise toute "association politique"...

Voilà ce que je pensais avoir à dire, pour l'instant, dans l'état présent de mon information.

Peut-être tout cela n'apparaîtra-t-il, aux yeux d'un authentique militant trotskiste qui aurait rencontré ce texte et aurait consenti l'effort de le lire jusqu'au bout, que comme un ramassis de trivialités enrobées dans le style indigeste qui me caractérise.

Je n'ai aucune vanité d'auteur, j'essaye seulement d'être à la fois le plus concis et le plus précis possible.

Ce que je publie, c'est évidemment ce que, par ignorance, peut-être, par manque de temps ou d'attention, je n'ai pas encore pu lire ailleurs. C'est pourquoi je me suis placé, j'en conviens, très prétentieusement, sous le signe de l'« inédit ».

Mais s'il s'avère que ce que je crois inédit ne l'est aucunement, alors tant mieux : je n'aurai qu'accrédité d'autant un certain nombre de thèses auxquelles j'aurai ainsi montré qu'on pouvait également arriver par le chemin plus ou moins sinueux que j'ai été amené à suivre.

Et je ne trouverai que des raisons de m'en réjouir.

thibaud.delahosseraye@wanadoo.fr